Mardi 25 Août 1896 — Le numéro 5 CENTIMES — EDITION DU MATIN — …38 — 78e année.

BUREAUX du GRAND-ÉCHO, Grande-Place, 8, LILLE — TÉLÉGRAPHE – TÉLÉPHONE

LE GRAND ÉCHO du Nord et du Pas-de-Calais

ABONNEMENTS : [illegible]

TROUBLES GRAVES A WAHAGNIES

MM. GHESQUIÈRE ET DEVERNAY FRAPPÉS

LES COLLECTIVISTES A WAHAGNIES

Graves désordres

Une réunion difficile — D'Oignies à Wahagnies. — L'appel aux amis. — Manifestations patriotiques. — La sortie. — De Wahagnies à Libercourt. — M. Devernay dans un fossé. — Une bagarre sérieuse. — A coups de bâtons. M. Ghesquière frappé. — La débandade

La journée d'hier a été le pendant de celle de dimanche dernier. Comme à Billy-Montigny, la présence de conférenciers collectivistes, MM. Devernay, Ghesquière, conseillers généraux, Gosselin, directeur du cimetière du Sud, a été l'occasion de graves désordres. Moins heureux qu'à Billy-Montigny, M. Ghesquière est sorti de la bagarre assez sérieusement contusionné, et quelques autres collectivistes venus du bassin houiller ou de Lille ont été frappés violemment.

A WAHAGNIES

Wahagnies, commune du département du Nord, essentiellement rurale, compte de 1,000 à 1,100 habitants. Assez pittoresquement accrochée au flanc d'un coteau au pied duquel s'étend le bois de Libercourt, elle est fort calme et paisible. Les collectivistes y possèdent néanmoins un petit noyau d'amis, — oh ! bien petit — les idées socialistes ont obtenu aux élections dernières l'approbation de 24 électeurs ! MM. Devernay et Ghesquière y étaient venus plusieurs fois déjà, paraît-il. [illegible] Les collectivistes se sont mis en tête de conquérir le bassin houiller du Pas-de-Calais et veulent y multiplier les réunions. Mais les derniers événements de Lille, la réception des Allemands à l'Hôtel-de-Ville, ont eu un retentissement énorme ; ils ont surexcité partout les sentiments patriotiques, et dimanche dernier, à Billy-Montigny, M. Ghesquière, devant une imposante manifestation, a dû renoncer à parler. Le Parti ouvrier entendait prendre une revanche et il avait décidé d'organiser pour hier une réunion à Oignies. Mais un vif courant d'opinion se manifesta dès l'annonce de cette réunion ; les Anciens Combattants déclarèrent qu'ils ne laisseraient pas les internationalistes s'introduire dans la commune ; les propriétaires refusèrent de louer leurs salles [illegible] des événements étaient à craindre.

Les collectivistes ne voulaient pas paraître reculer. Ils décidèrent donc de transporter leur réunion à Wahagnies, à quatre kilomètres d'Oignies, à deux kilomètres et demi de la gare de Libercourt.

Appel aux amis

Ils espéraient, dans cette commune qui touche au Pas-de-Calais, attirer un nombre imposant de mineurs.

Le *Réveil du Nord* publia des appels chaleureux pour engager « les amis » à assister à la réunion et à escorter les conférenciers pour faire respecter la liberté de parole ».

A LA GARE DE LIBERCOURT

On semblait redouter une manifestation imposante des patriotes et samedi soir le bruit courait même que les Anciens Combattants d'Oignies, ceux de Carvin, etc., se rendraient à la gare de Libercourt pour attendre les collectivistes. Il ne devait rien en être. C'était hier la ducasse de Carvin, de grandes fêtes s'y donnaient, un cortège était organisé où figuraient les Associations d'Anciens Combattants, et ces derniers ne pensaient guère à manifester.

Aussi, calme plat à la gare de Libercourt, dimanche à midi 33 quand nous y arrivons ; calme plat dans la commune même, silence absolu à Wahagnies où nous allons faire un tour. La population paraît des plus paisibles et semble se soucier aussi peu que possible du collectivisme et de ses adeptes.

Arrivée des collectivistes

Néanmoins, certains de ces derniers continuent à annoncer qu'on prépare du « boucan » ; ils accusent les Anciens combattants, les Compagnies houillères, les jésuites, les capitalistes, de fomenter secrètement des troubles, et ils ont fini par ajouter foi à ces histoires par eux-mêmes inventées. Ils prennent alors des mesures pour dépister leurs adversaires. Ils répandent le bruit, ils affirment que les conférenciers arriveront à deux heures à Libercourt, alors qu'ils ne doivent descendre du train de Lille qu'à quatre heures ; bref, ils ont tout machiné pour faire avorter la manifestation qu'ils redoutent.

Or, à deux heures, sauf les 20 gendarmes à pied et à cheval, sous la direction du maréchal des logis Caffain, de Carvin, envoyés à tout hasard par les ordres de M. le préfet du Pas-de-Calais, pour parer à toute éventualité ; M. Rodière, commissaire spécial du bassin houiller, M. le commissaire de Carvin, les journalistes, il n'y a pas un chat devant la gare de Libercourt.

Vers trois heures et demie descendent du train de Lens, une vingtaine de collectivistes venus du bassin houiller. Ce sont les « nombreux » amis auxquels on a adressé un si énergique appel. Enfin, à 4 h. 10, arrive le train de Lille. MM. Devernay, H. Ghesquière, Samson, adjoint au maire de Lille ; Gosselin, César Ghesquière, et une quinzaine de « camarades » en descendent, visiblement stupéfaits du calme qui règne. Un seul cri d'« à bas les Prussiens ! » part du train.

C'est à cela que se réduit toute la manifestation que paraissaient tant craindre les internationalistes.

LA RÉUNION A WAHAGNIES

On se met en route pour Wahagnies, que l'on gagne, le village de Libercourt traversé au milieu de l'indifférence générale, par des sentiers détournés serpentant à travers champs.

A Wahagnies, même indifférence. Les quarante collectivistes de Lille et du Pas-de-Calais s'entassent dans la petite salle d'un estaminet tenu par M. Lemarre. Le maire n'a pas voulu, paraît-il, délivrer récépissé de la déclaration de réunion, mais M. Lebel, commissaire spécial de police, adjoint à la gare de Lille, qui est présent avec son collègue M. Thomas, consulté, déclare que la réunion peut avoir lieu. Il ceint son écharpe et prend place au bureau. Une vingtaine d'habitants de Wahagnies sont là, ce qui porte le total des assistants à 60 au maximum.

C'est devant cette assemblée restreinte que, le bureau ayant été constitué avec MM. Lemarre comme président, François Lemaire et Laurent Lemaire comme assesseurs, Guyot, comme secrétaire, M. Ghesquière prend la parole. Nous ferons grâce à nos lecteurs des discours prononcés ; ils ne renferment rien qui n'ait été dit cent fois déjà.

M. Ghesquière, après avoir déclaré que ses amis et lui avaient voulu quand même tenir réunion, s'embarque dans un grand discours sur le patriotisme avec ce thème : « les collectivistes sont seuls patriotes ». Les cléricaux, les réac- [illegible] de Bebel, du ministère réactionnaire et des compagnies houillères, des quatre sergents de La Rochelle qu'on ne s'attendait guère à voir en cette affaire, de Rotschild, etc. A noter que M. Ghesquière se prononce en passant pour l'impôt sur le revenu « que combattent seuls ceux qui ne sont pas socialistes ».

L'alliance russe et le czar sont, bien entendu, malmenés en passant.

Un jeune éphèbe, qui se déclare « élève chassé de l'Ecole supérieure de commerce », M. Groin, vient bafouiller quelques phrases bizarres et notoirement incompréhensibles.

L'ex-abbé Deligne, qui prononce quelques paroles, est fortement hué. M. Gosselin, qui vient après lui, veut expliquer que le collectivisme n'est pas l'ennemi des sentiments religieux. Il n'est pas compris par l'assistance, on le hue presque autant que le précédent orateur. On crie : « A bas Dieu, n'en faut pas plus, A bas Jésus-Christ ! »

M. Gosselin continue néanmoins à enfiler des phrases, abordant tous les sujets ; le robinet de son éloquence (?) est ouvert, il faut que ça parte Et ça coule, ça coule !...

M. César Ghesquière peut enfin déclarer que les gendarmes sont en train d'organiser une émeute, et M. Devernay, après lui, s'engage à fond contre l'alliance russe, et réédite le discours de M. Ghesquière sur le patriotisme.

Les camarades présents votent un quelconque ordre du jour collectiviste, on entonne l'*Internationale*, et c'est fini.

*

Les désordres

Tout cela a pris une heure et demie. Plus courte, la conférence eut terminé la journée et les scènes de violences qui ont suivi n'auraient pas eu lieu. Mais pendant que pérorent les orateurs, la foule s'est amassée devant le cabaret, foule composée surtout de femmes et d'enfants. Quelques hommes s'y mêlent, puis un plus grand nombre ; des voitures passent pavoisées de drapeaux tricolores, ramenant d'Attiches des auditeurs d'une réunion de la Ligue républicaine. On acclame ces drapeaux ; on crie : « Vive la France ! A bas la Prusse ! A bas la sociale ! » Ce village, tout à l'heure si calme, s'anime et s'enfièvre ; puis un groupe d'une cinquantaine d'hommes passe, précédé de drapeaux tricolores portant un crêpe à la lance, et d'une musique jouant la *Marseillaise* que chantent en chœurs les manifestants.

La foule devient plus considérable ; les femmes paraissent fort exaltées ; les socialistes qui sortent sont accueillis par les cris de : « A bas la sociale ! à bas les Prussiens ! » Quinze gendarmes, des brigades de Lille et des environs, parcourent les groupes. La nuit tombe et l'on commence à avoir l'impression que la soirée sera moins calme que la journée.

Les collectivistes se décident à quitter le village en deux groupes. Ils entonnent eux aussi la *Marseillaise*, suivie bientôt de l'*Internationale*. A la sortie du village, les manifestants patriotes toujours précédés de leurs drapeaux et de leur musique, emboîtent le pas aux collectivistes ; une cinquantaine de femmes suivent en criant.

Les bâtons

Des tas de fagots sont déposés dans les champs, quelques-uns s'arment de bâtons, et le groupe qui comprend 100 personnes, — dont plus de la moitié de femmes et d'enfants, — dans sa cohue, avec les drapeaux et les triques qui se dressent au-dessus des têtes, commence à prendre dans le crépuscule un petit air d'émeute.

M. Devernay jeté dans le fossé

Soudain une bousculade se produit, c'est la première, amenée on ne sait par quoi. M. Devernay roule dans le fossé qui borde la route. Il se relève sans mal mais sans chapeau, ses amis l'entourent, une violente discussion se produit.

M. Devernay arrêté

Les gendarmes accourus en hâte interviennent, pour protéger M. Devernay qui va être frappé. Mais des voix s'élèvent : « Il a crié à bas la police ».

Cinq ou six témoins hommes et femmes crient l'affirmation. Un brigadier de gendarmerie saisit le conseiller général du canton Sud par le bras et l'arrête. M. Devernay nie énergiquement avoir tenu le propos qu'on lui prête, ses amis nient également, mais les autres persistent dans leur accusation. M. Lebel, qui arrive, procède avec M. Thomas à une rapide enquête, prend les noms des témoins tandis que le brigadier tient toujours M. Devernay qui, un peu pâle, a l'air très ennuyé.

M. Devernay relâché

L'enquête sommaire terminée, M. Lebel fait relâcher M. Devernay. On entendra les témoins plus tard, on tâchera de tirer au clair cette affaire.

Bagarre sanglante

Arrestation bienfaisante, car en séparant M. Devernay du gros de ses amis, elle l'a empêché de subir le sort de ces derniers et notamment de M. Ghesquière.

La foule a poursuivi en effet sa route pendant ce temps. Bientôt collectivistes et patriotes se rejoignent, une bagarre terrible éclate alors devant l'estaminet du *Petit-Pont*, isolé au milieu de la campagne.

Les collectivistes sont poursuivis à travers champs, jetés à terre, frappés à coups de poing et de bâtons.

M. Ghesquière blessé

M. Ghesquière est renversé dans un champ de betteraves ; il reçoit au côté gauche du front un coup de poing ou de bâton qui lui cause une forte ecchymose. On lui enlève sa canne, on le frappe à coups de pied et de poing.

« Au secours, à l'assassin, à moi camarades », crie-t-il ; mais les camarades ont fort à faire pour leur compte personnel.

Un jeune collectiviste de dix-huit ans, Marcel Dujardin, presseur, demeurant rue de Paris, 133, à Lille, est jeté à terre lui aussi et frappé [illegible] pousse.

Les gendarmes interviennent heureusement et le tirent de sa fâcheuse position, en même temps qu'ils dispersent les combattants.

Les collectivistes se montraient, après la bagarre, très montés contre la gendarmerie ; ils l'accusaient de n'être intervenue que mollement ; il n'en est pas moins évident que, sans elle, les socialistes auraient assurément passé un très mauvais quart d'heure et qu'on aurait eu à déplorer peut-être de graves blessures, car l'excitation était très vive.

Les gendarmes saisissent les bâtons qu'ils peuvent prendre, arrêtent les manifestants, et les collectivistes peuvent à la débandade, par petits groupes continuer en hâte leur route vers Libercourt.

C'est fini. Casquettes, chapeaux et bâtons restent épars sur le champ de bataille ; un porteur de drapeau a cassé sa hampe en deux en tapant. Hommes et femmes crient encore, très excités : « Vive la France, à bas la Prusse, à bas la sociale ! » et le groupe regagne Wahagnies, car, fait à noter, il n'y avait guère là que des habitants de la commune.

» Ils ne reviendront plus, disaient-ils au retour. Qu'ils restent chez eux, les socialistes, qu'ils ne viennent plus chez nous. »

Après la bataille. — Retour à Libercourt

M. Ghesquière et le jeune Dujardin, qui a la lèvre légèrement fendue, vont bassiner leurs plaies au *Café de la Gare*, à Libercourt. M. Ghesquière dit beaucoup souffrir et ressentir notamment des douleurs vives dans la région de la poitrine. Son pantalon est déchiré.

Son frère, César, déclare avoir reçu un violent coup de bâton sur l'épaule ; d'autres collectivistes se plaignent également d'avoir été frappés.

Un sieur Charles Thyl, 26 ans, tourneur en cuivre, demeurant rue de Paris, 257, a été jeté par terre comme M. Ghesquière ; son pantalon est également déchiré ; il a de plus perdu sa casquette et a reçu un violent coup de poing sur l'oreille qui est ensanglantée. M. Devernay, dont le chapeau est resté dans le fossé, déclare avoir lui aussi reçu plusieurs coups.

Les collectivistes, quelque peu éclopés comme on voit, rentrent à Lille par le train arrivant à 9 heures 17 ; une manifestation hostile leur est faite au départ.

Ils reviendront

Nous reviendrons, clament MM. Devernay et Ghesquière, et le premier annonce sa ferme intention de conférencier quand même dans le bassin houiller, notamment à Billy-Montigny.

Incident au Conseil général

Les deux conseillers généraux ont annancé également qu'ils soulèveraient un incident lundi au Conseil général et qu'ils interpelleraient, sur les faits que nous venons de raconter, M. Vel-Durand, préfet du Nord.